

Les grandes manœuvres préélectorales

Selon la presse, un rapport de H. Guillaume, inspecteur général des finances et de J.-R. Cytermann, inspecteur général de l'éducation nationale et de la recherche considérerait que l'augmentation de la dépense publique ne s'est traduite par aucun avantage pour la collectivité nationale. Donc la recherche publique française aurait failli. Tout d'abord, l'augmentation est toute relative. Depuis 1992, la part du produit intérieur brut consacrée à la recherche a décliné de 2,42 % en 1993 à 2,11 % en 2005. Cette décroissance provient principalement du désengagement des financements publics (de 1,26 % en 1991 à 0,98 % en 2005). Entre 1992 et 1999, les financements privés sont constants autour de 1,2 % du PIB, mais décroissent constamment depuis 1999. On ne peut pas dire que la recherche publique croule sous des montagnes d'euros.

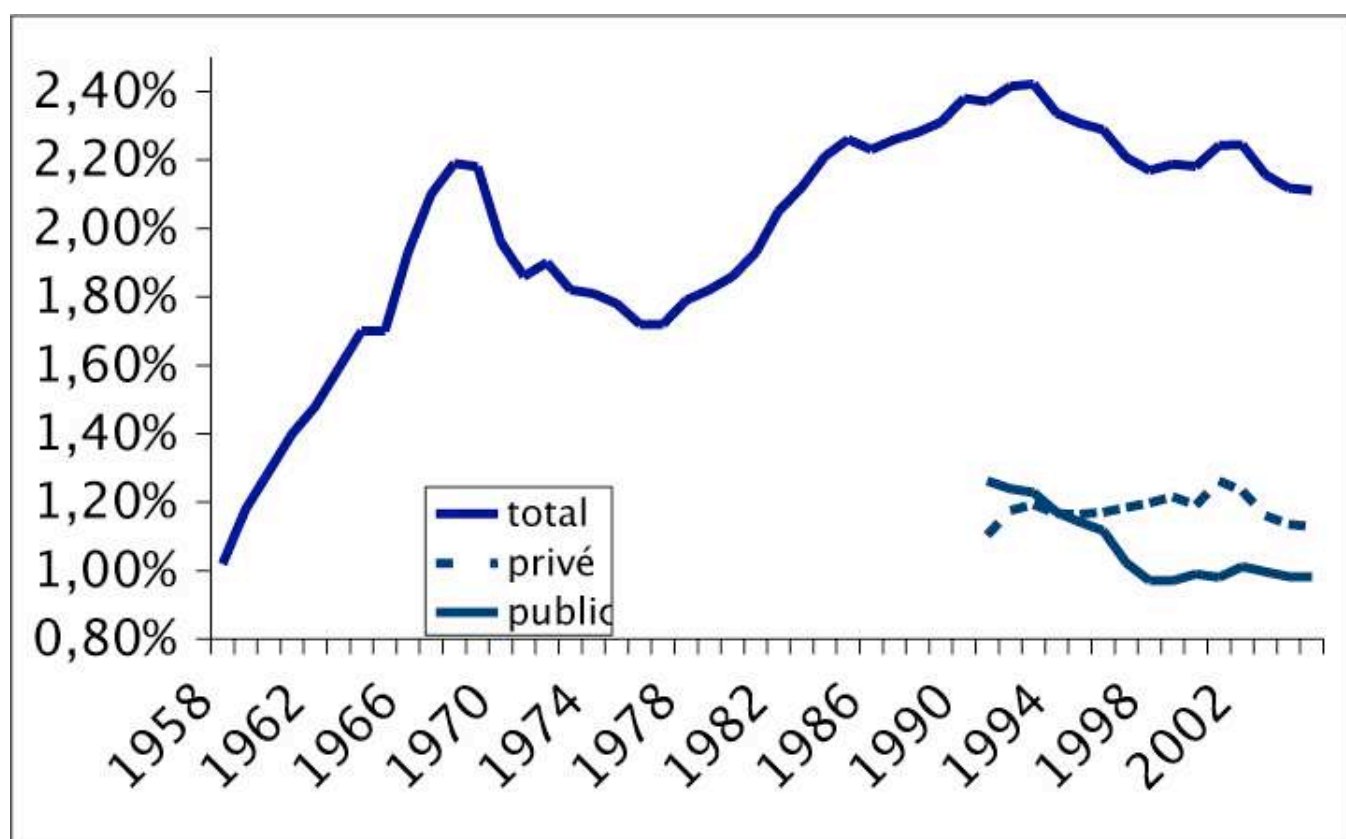
J. Fossey, secrétaire général du SNCS-FSU

La courbe ci-dessous montre bien les deux périodes d'or de la recherche française : les années de Gaulle de 1958 à 1968 et les années Mitterrand de 1981 à 1993. Depuis cette date, la croissance de la recherche française est plus faible que la croissance générale du pays.

En 1991, le financement public de la recherche s'élevait à 16,5 Md€ (valeur 2005), soit quasiment le même investissement qu'aujourd'hui (16,8 Md€). En 1991, le service public a dépensé pour 12,0 Md€ (valeur 2005) pour la recherche et 13,4 Md€ en 2003 soit une croissance annuelle moyenne de 0,7 %, bien inférieure à celle du pays (PIB). Cette dépense publique comprend aussi bien les recherches civiles que militaires quel que soit le payeur (public ou privé).

Au cours de ces quinze dernières années, tout a été fait pour orienter les recherches vers des finalités économiques. Les chiffres précédents signifient que cette orientation s'est faite au détriment des recherches fondamentales.

Les recherches à finalité économique doivent être principalement de la responsabilité des entreprises. Il en est de même des prises de brevet. Si la France a failli sur ce plan, ce qui semble avéré, cela n'est pas à cause de la recherche publique, de ses montagnes d'argent et de ses chercheurs fonctionnaires mais bien à cause des entreprises qui ne font pas face à leurs responsabilités et préfèrent investir en bourse plutôt que dans des laboratoires industriels et des personnels de recherche.



Dépense de recherche de la France en pourcentage du PIB